

Unité départementale du Rhône
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

lyon , le 31/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEREVA ex LONGBOW

ZAC SYNTEX PARC
rue Hélène boucher
69330 PUSIGNAN

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2022 dans l'établissement TEREVA ex LONGBOW implanté ZAC SYNTEX PARC rue Hélène boucher 69330 PUSIGNAN . L'inspection a été annoncée le 03/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection rentre dans l'action régionale sur les moyens de lutte contre l'incendie de mars 2022. Elle fait également suite aux inspections ayant donné lieu aux rapports du 27/08/2020, pendant laquelle deux non conformités étaient relevées concernant la mise à disposition immédiate d'un état des stocks fiable.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREVA ex LONGBOW
- ZAC SYNTEX PARC rue Hélène boucher 69330 PUSIGNAN
- Code AIOT dans GUN : 0003201299
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société TEREVA, filiale du groupe MARTIN BELAYSOU EXPANSION, est spécialisée dans la vente en gros, demi-gros, en direct ou à distance de produits de plomberie, sanitaire, chauffage... Elle exploite un entrepôt logistique sur la commune de Pusignan autorisé par l'arrêté préfectoral du 21/06/2018 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens de lutte contre l'incendie
- bassins de confinement des eaux d'incendie
- état des stocks en relation avec le risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Identification des produits	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.1.1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 8.4.1.	/	Sans objet
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 8.4.1.	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 8.2.6.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués concernant les moyens de lutte contre l'incendie et le confinement des eaux d'incendie montrent une conformité à l'autorisation ICPE. Seul la capacité de mise à disposition de l'état des stock fiabilisé, au jour présent, fait encore défaut, mais a progressé depuis la dernière inspection puisque les données sont disponibles en ligne (y.c. les FDS). Cette non conformité est minorée par le fait que l'entrepôt stocke toujours les même produits et matériels et que les stocks varient peu. Un contrôle par sondage sur un produit dangereux de décapage a permis de vérifier cette assertion de l'exploitant. Un délai de 30 jours est accordé pour finaliser l'outil de mise en ligne de l'état des stocks. Il devra également s'attacher à faire concorder les différentes informations sur les quantités et volumes donnés.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Identification des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'exception des produits stockés dans les cellules dédiées, aucune substance ou préparation dangereuse n'est entreposée sur le site. Pour les produits présents, l'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'Inspection des installations classées (substances et mélanges dangereux selon le règlement 1272/2008, dit CLPJ Un plan général des stockages accompagne cet inventaire). Cet état est tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'Inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente son nouveau dispositif destiné à permettre de respecter la prescription, notamment pouvoir fournir l'état des stocks en temps réels et les fiches de données et de sécurité associées. Il s'agit d'un outil disponible en ligne à partir de n'importe quel terminal, smartphone ou ordinateur, qui permet de disposer de l'information pour le cas où les bureaux ne seraient plus accessibles (en cas d'incendie par exemple). L'outil est nommé Sharepoint.</p> <p>L'inspecteur constate que les fiches de données et de sécurité des produits sont disponibles sur cet outil. L'inspection constate que l'état des stocks est disponible par cet outil. L'inspection constate que l'état des stocks est celui au 27/12/2021 et non du jour. L'inspection constate également des incohérences entre les quantités notées de certains produits et le nombre d'unité de ces produits (par exemple entre le nombre d'unité de récipient de colle de contenance unitaire 1 litre et le volume total donné). L'inspection constate qu'en revanche le nombre d'unité d'un produit donné semble fiable, en tout cas du bon ordre de grandeur, car le stock constaté sur place, dans la cellule des produits dangereux correspond bien à ce qui est noté dans le tableau (produit décapant pour PVC code 1083539). L'état des stock varie peu car les produits stockés sont toujours les mêmes. L'inspection constate que les emplacements sont dédiés sur les racks. L'exploitant devra parfaire son système afin que l'état des stocks puisse être fourni au jour le jour. Il est demandé de montrer que le système fonctionne dans un délai de 30 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 8.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits dans les cellules dédiées au stockage de matières dangereuses.</p> <p>En cas de dispositifs de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire puis convergent vers cette capacité spécifiquement adaptée. Les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis des dispositifs automatique et manuel d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.</p> <p>En particulier le dispositif de confinement associé au stockage de matières dangereuses est muni de deux dispositifs automatiques et manuels d'obturation : l'un en amont maintenu en position fermée par défaut et l'autre en aval maintenu en position ouverte par défaut. Lorsque des eaux susceptibles d'être polluées sont portées dans l'ouvrage de confinement, le premier dispositif bascule automatiquement en position ouverte et le second bascule automatiquement en position fermée. Ces dispositifs peuvent être asservis au sprinklage.</p> <p>Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Ces dispositifs sont contrôlés régulièrement afin d'assurer un temps de mise en œuvre court.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement, qui doit être étanche, est déterminé de la façon suivante</p> <ul style="list-style-type: none">- volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part- volume de produit libéré par cet incendie d'autre part- volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litre par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Sur cette base, le volume nécessaire pour le confinement est de 2492 m³ répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">- 875 m³ dans les cellules (rétention sur dallage de hauteur 6 cm)- 280 m³ dans les réseaux d'eaux pluviales de voiries et de parkings- 645 m³ dans le bassin de rétention des eaux pluviales de parkings et de voiries- 692 m³ dans le bassin de rétention externe associé aux deux cellules de stockages de matières dangereuses.
<p>Constats : Les deux bassins de rétentions des eaux d'incendie sont bien présents et sont bien entretenus (pas de végétation). La présence de la réserve d'eau de 480m³ dans le bassin de collecte des eaux de voirie et de rétention des eaux d'extinction d'incendie hors cellule de produits dangereux témoigne de l'imperméabilité du bassin.</p> <p>La vanne de sortie du bassin recueillant les liquides issus des deux cellules de produits dangereux est visiblement en position ouverte. En effet, les pluies de la veille ne laissent qu'une faible lame d'eau en fond de bassin. Tout semble conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 8.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Pour assurer le confinement total des eaux d'incendie sur le site et protéger les milieux récepteurs, huit obturateurs manuels et automatiques pouvant être reliés au dispositif d'extinction automatique sont mis en place : un en aval du bassin de rétention des eaux de voiries Nord-Ouest, quatre en amont du bassin d'infiltration Nord, un en amont du bassin d'infiltration des eaux de toitures des bureaux situé au Sud-Est, un en amont et un en aval du bassin de rétention associé aux cellules de stockage de matières dangereuses. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. Les eaux d'extinction d'incendie sont assimilées à des eaux polluées telles que mentionnées à l'article 4.4.1 et sont gérées selon les dispositions associées.
Constats : Les vannes permettant d'obturer l'entrée du bassin d'infiltration des eaux de toiture au nord (4 unités), l'entrée du bassin d'infiltration des eaux de toiture des bureaux au sud est (une unité), la vanne de sortie du bassin des eaux de voiries et d'extinction d'incendie au nord ouest et les vannes d'entrée et de sortie du bassin spécifique de confinement relié aux deux cellules de produits dangereux sont bien visibles. Les commande du poste de commandes sont bien renseignées avec des étiquettes. Le dispositif d'obturation de l'ensemble des bassins est déclenchable par un bouton unique, utilisé, d'après l'exploitant, lors des exercices. Un panneau inapproprié est constaté au nord-est à l'extrémité du bassin d'infiltration des eaux de toiture des cellules « bassin de rétention ». Il convient de le changer.
Observations : L'exploitant s'est engagé à changer le panneau inapproprié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 8.2.6.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing

Prescription contrôlée :

Équipements nécessaires.

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours
 - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours établis selon la norme AFNOR X 80-70 comportant une description des dangers pour chaque zone à risque conformément à l'article 8.1.2 ;
 - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
 - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ;
 - de points d'eau incendie composés :
 - de sept appareils d'un réseau privé d'un diamètre nominal DN 150 formant une boucle. Ceux-ci sont implantés de telle sorte que l'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 m d'un point d'eau d'incendie et que la distance entre eux est de 150 m maximum. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.
 - d'une réserve d'eau d'un volume de 480 m³ constituée par le bassin de rétention des eaux pluviales de parkings et de voiries maintenu à une cote permanente. Une plaque apposée sur le bassin ou un dispositif équivalent indique le niveau correspondant. Cette réserve est accessible aux services d'incendie et de secours en tout temps par l'intermédiaire d'une aire d'aspiration et dispose d'une prise de raccordement conformes aux normes en vigueur. Cette réserve d'eau peut être réalimentée par les eaux d'extinction et, en cas d'insuffisance, peut être connectée au réseau privé d'appareils sous réserve que la connexion avec le réseau public ait été préalablement coupée par un dispositif adapté.
- Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 m³/h durant deux heures.
- Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont de 360 m³/h pendant deux heures conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001).
- L'exploitant joint au dossier prévu au chapitre 2.6 du présent affété la justification de la disponibilité effective des débits et de la réserve d'eau et de la conformité des appareils aux normes, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. En particulier, l'exploitant réalise une mesure de débit en simultanée sur les poteaux les plus éloignés de l'entrée du site.
- d'un système d'extinction automatique de type ESFR conforme à la norme APSAD ou équivalent, approprié à la nature des produits stockés, conçu et installé conformément aux normes en vigueur, alimenté par deux réservoirs de 558 m³, dont l'un en secours.

Constats : L'inspecteur constate la présence d'un « Réseau Incendie Armé » (RIA) à l'intérieur des bâtiments. Il s'agit de points d'alimentation en eau sous pression reliés à des tuyaux déroulables. Ils sont répartis régulièrement, notamment sur certains piliers porteurs et le long des murs de séparation entre les cellules, permettant visiblement d'attaquer un incendie par deux angles différents. Les points d'eau sont équipés de manomètre montrant que le réseau est sous pression. Ces RIA sont équipés de robinets sous scellés. Des extincteurs sont également présents à l'extrémité des racks. Le RIA et les extincteurs sont visibles et facilement accessibles.

Un réseau de sprinklage est bien visible au plafond de l'ensemble des cellules. Ce réseau est renforcé au niveau de certains racks accueillant des produits représentant un plus grand potentiel de combustion. Chacun des étages de ces racks est équipé d'une ligne de sprinklage (conduit et têtes). Des fils bien visibles sont tendus pour éviter les fausses manœuvres des caristes et le déclenchement des buses accidentellement.

Les deux cuves de réserve des eaux de sprinklage et pour le RIA de 558 m³ chacune sont dans un local dédié. L'inspecteur a également pu constater la présence de deux groupes électrogènes

permettant de maintenir la pression dans le dispositif de sprinklage et RIA dès qu'ils sont respectivement déclenchés ou utilisés.

Deux poteaux d'incendie (points d'eau du réseau privé) à la disposition des services de secours sont présents au nord du bâtiment, le long du bassin d'infiltration des eaux de toiture des 4 cellules de stockage de matériels/produits (entrepôts), conformément au plan fourni par ailleurs (« plan réseaux humides » de 2019).

Des cloches permettent de savoir depuis l'extérieur dans quelle cellule le dispositif incendie automatique s'est déclenché, au niveau des aires de stationnement des services d'intervention, près des poteaux incendie.

Le bassin de recueil des eaux de pluie et des eaux d'extinction incendie est également utilisé comme réserve permanente pour l'incendie. Le jour de l'inspection le bassin contient de l'eau, à une cote légèrement plus basse que celle correspondant aux 480 m³ requis. Un panneau avec un repère horizontal permet en effet de vérifier ce volume (repère dénoyé de quelques centimètres). Il n'est pas possible de vérifier que l'alimentation du bassin par l'eau AEP est équipé d'un dispositif anti retour, comme l'exploitant l'affirme.

Le plan d'intervention général a été fourni. Il localise les différents moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les points de rassemblement, notamment. Il semble conforme à ce qui est constaté dans les entrepôts.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet